



Le 12 juin 1981

**DERNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES**

**L'indicateur avancé composite du Canada**

L'indicateur avancé composite canadien a augmenté de 0.33% en mars, pour se situer à 137.85. La version non filtrée, qui se repliait durant les 3 derniers mois, indique un accroissement de 1.14% et se situe à 138.2. La persistance du mouvement à la hausse de l'indice filtré suggère qu'un retour à la récession de 1980 n'est pas imminent.

La détérioration qui caractérisait les indicateurs de la demande du consommateur en février s'est quelque peu amoindrie en mars, à cause du rebondissement des ventes de véhicules automobiles. Le saut de 7.4% dans la version non filtrée ramène la version filtrée à la hausse (+0.31%). Les données préliminaires d'avril décèlent déjà une légère décélération. Les ventes de meubles et d'articles ménagers ralentissent pour le deuxième mois consécutif. Celles-ci augmentent de 2.63% en février et de 1.36% en mars. La version non filtrée révèle deux fortes baisses mensuelles. La forte hausse du prix de ces biens en février (0.5%) et en mars (3.1%) par rapport à l'automne dernier a pu servir à en freiner les achats.

L'indice avancé de la construction résidentielle affiche encore en mars un taux substantiel de croissance (5.44%). Cette tendance se poursuit depuis plus de six mois. En mars, ce sont les permis de bâtir qui contribuent le plus à la hausse. Les valeurs non filtrées des mises en chantier et des autorisations d'hypothèques fléchissent de sorte que l'indice non filtré se replie de 0.4%. Le taux hypothécaire bondit cependant à 18% en mai, et les données préliminaires indiquent que les mises en chantier de logements dans les centres urbains descendent à environ 17% sous leur niveau d'avril.

Le redressement dans le secteur manufacturier en février ne s'est pas poursuivi en mars. Les nouvelles commandes de biens durables ralentissent (+0.75%) alors que la version non filtrée révèle une baisse de 5.4%. Les mêmes industries qui avaient le plus contribué à la hausse de février accusent des ralentissements en mars. Le ratio des livraisons aux stocks de produits finis est passé de 1.48 à 1.49 mais la version non filtrée n'a pas changé (1.49), la hausse des livraisons ayant été à peu près la même que celle des stocks. La hausse des livraisons en mars (0.7%) est beaucoup plus petite que celle de février (2.4%). Le ralentissement touche plus particulièrement les industries de biens non-durables. La plupart de ces industries enregistrent des baisses ou des progressions réduites

(suite à la page suivante)

**EMPLOI, REVENU**

		Mois précédent	Variation annuelle en %
Gains moyens hebdomadaires (\$)	fév.	337.40p	10.6
Revenu du travail (millions \$)	fév.	14,003.6p	13.4
Personnes occupées (en millions)	mai*	10.70	3.9
Chômeurs	mai*	886,000	-5.5

**STOCKS**

Grands magasins (millions \$)	mars	2,529.2	8.8
Appartenant aux fabricants (millions \$)	mars	30,279.5r	10.9
Grossistes (millions \$)	mars	13,636.0	11.7

**COMMANDES**

Nouvelles commandes des fabricants (millions \$)	mars	14,731.7r	11.2
Commandes des fabricants en carnet (millions \$)	mars	19,382.1r	1.4

**PRIX**

Prix à la consommation (1971=100)	avr.	229.4	12.6
Ensemble (IPC) sans les aliments	avr.	211.7	12.0
Indice des prix des maisons neuves (1976=100)	avr.	130.0	13.7
Indice synth. (22 villes) salaires, construction (1971=100)	janv.*	253.5r	9.7
Prix de vente dans l'industrie (1971=100)	avr.*	265.2r	10.7

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

			Cumulatif
Permis de construire (millions \$)	mars*	1,259.8p	3,023.8p 11.9
Mises en chantier dans les centres urbains (unités)	avr.	14,854	37,392 14.8

**ÉNERGIE**

Production de charbon (milliers de tonnes métriques)	mars*	3 675.7	10 341.3 25.2
Production d'électricité (TW.h)	mars*	34.7	104.0 0.5
Production de gaz (en millions de m3)	janv.	9 733.8	9 733.8 -7.0
Raffinage du pétrole (millions de mètres cubes)	mars	8.8p	26.9p -8.3

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Exportations, base balance des paiements (millions \$)	avr.*	7,021p	27,066p 9.5
Importations, base balance des paiements (millions \$)	avr.*	7,052p	25,373p 8.2

**PRODUCTION**

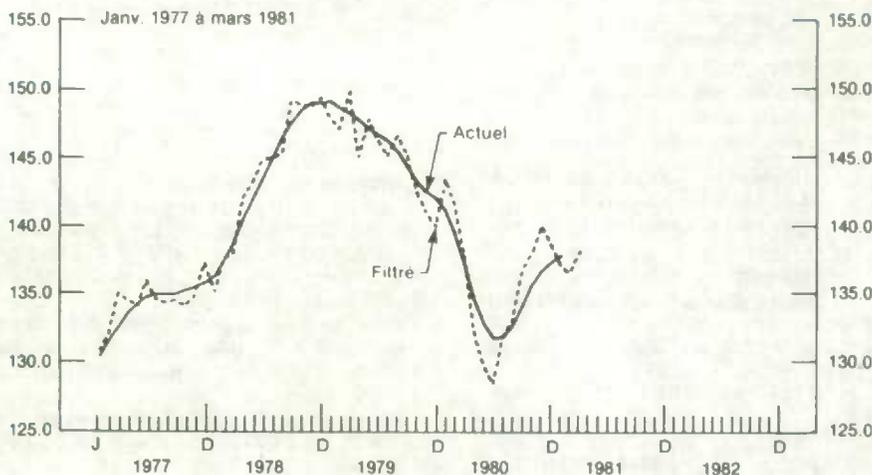
Acier (lingots — milliers de tonnes métriques)	avr.	1 446.0	5 623.0 5.6
--	------	---------	-------------

**VENTES**

Ventes des grands magasins (millions \$)	avr.*	793.7	2,695.8 12.9
Livraisons des fabricants (millions \$)	mars	16,059.4p	43,692.4p 9.1
Ventes de véhicules automobiles neufs (millions \$)	avr.	1,312.7	4,155.4 7.8
Ventes au détail (millions \$)	mars	7,064.0p	19,999.7 14.0
Ventes de gros (millions \$)	mars	7,392.5	19,916.5 10.6

Statistiques non désaisonnalisées. p—provisoires. r—révisées. \*—nouveau cette semaine.

**L'indicateur avancé composite du Canada**



Source: Statistique Canada, La conjoncture économique (13-004F)

par rapport à février.

La variation en pourcentage du prix par coût unitaire de main-d'oeuvre (-0.04%) est négative pour le deuxième mois d'affilée, suggérant le rétrécissement des marges bénéficiaires dans les entreprises manufacturières. La version non filtrée dévoile cependant une diminution appréciable des coûts unitaires de main-d'oeuvre (-1.1%), la première de cette ampleur à survenir depuis plusieurs mois. La durée hebdomadaire du travail croît faiblement (0.13%) mais la version non filtrée ne présente aucun changement.

L'indicateur avancé des États-Unis continue de décélérer en mars (+0.59%), malgré la hausse appréciable dans la version non filtrée (1.8%). Le "Commerce Department" des États-Unis faisait toutefois prévaloir, il y a quelques semaines que sans l'augmentation du prix du pétrole, l'indice composite se serait beaucoup moins accru. L'indice publié a décéléré en avril (0.4%).

Les marchés financiers ont affiché un certain redressement en mars. Après trois diminutions consécutives, l'indice non filtré des actions ordinaires à la bourse de Toronto bondit de 9.5%, ce qui permet ainsi de conserver à la hausse la tendance dans la version filtrée (+0.99%). Cette augmentation est bien diffusée alors que les groupes des métaux et des minéraux, du papier et des produits forestiers, de l'or contribuent le plus à la hausse. L'offre réelle de monnaie baisse de 0.53%, pour la troisième fois d'affilée.

*Pour plus de renseignements, commander la publication de mars 1981 de La conjoncture économique (13-004F, Canada: \$2.50/\$25; autres pays: \$3/\$30).*

### Les finances publiques locales

Les estimations des recettes générales ont atteint \$24,902 millions en 1980, une hausse de \$1,380 millions ou 5.9% par rapport aux recettes générales préliminaires de 1979. Les recettes de sources propres ont augmenté de \$1,540 millions ou 12.9% tandis que les transferts totaux reçus ont diminué de \$160 millions ou 1.4%. Les deux plus importantes sources de recettes, les transferts à des fins particulières des administrations provinciales et les taxes foncières générales qui représentent respectivement 40.4% et 33.3% des recettes totales, ont augmenté respectivement de \$490 millions ou 5.1% et \$786 millions ou 10.5%. D'autre part, les transferts à des fins générales des administrations provinciales ont diminué de \$642 millions ou 35.2%.

Les dépenses sont estimées à \$27,079 millions pour 1980, ce qui représente une augmentation de \$2,893 millions ou 12% par rapport aux données préliminaires de 1979. Les fonctions de dépenses les plus coûteuses en 1980 furent l'éducation avec 40.8% des dépenses totales, les transports et communications avec 12.1%, la protection de la personne et de la propriété avec 8.2%, l'environnement avec 8.1%, le service de la dette avec 6.8% et les loisirs et la culture avec 6%. Les hausses les plus significatives furent de \$842 millions ou 8.2% pour l'éducation, \$417 millions ou 14.6% pour les transports et communications, \$316 millions ou 16.6% pour la protection de la personne et de la propriété, \$263 millions ou 13.6% pour l'environnement, \$233 millions ou 20.7% des services généraux et \$202 millions ou 12.2% du service de la dette.

### Permis de bâtir

La valeur désaisonnalisée des permis délivrés par les municipalités canadiennes, totalisant \$1,601.0 millions en mars est demeurée presque inchangée par rapport au chiffre révisé de \$1,601.4 millions en février, mais était de 36.8% supérieure à celle de mars 1980 (\$1,170.6 millions).

Les permis de construction domiciliaire qui avaient démontré une certaine vigueur en février se sont raffermis en mars, accusant une augmentation de 5.8% dans la valeur des travaux qui est passée de \$888.4 millions à \$940.0 millions, et de 3.6% dans le nombre des nouveaux logements qui est passé de 17,772 unités en février (10,162 maisons individuelles et 7,610 logements collectifs) à 18,367 unités en mars (11,018 maisons et 7,349 logements collectifs). Cette tendance ascendante est attribuable au nombre accru des mises en chantier prévues au Québec, en Ontario et en Alberta.

Les permis non domiciliaires qui totalisaient \$713.0 millions en février, ont chuté de 7.3% à \$661.0 millions en mars, au taux désaisonnalisé. Tandis que la valeur des projets industriels s'est élevée à \$206.2 millions en mars (\$127.7 millions en février) et celle des projets gouvernementaux à \$172.8 millions (\$129.4 millions en février), la valeur des constructions commerciales projetées n'était que de \$282.1 millions comparativement à \$455.9 millions en février. Cette chute résulte de l'absence de projets d'envergure en Alberta et en Colombie-Britannique.

*Pour plus de renseignements, commander la livraison de mars 1981 de Permis de bâtir (64-001, \$3.50/\$35).*

### Radiodiffusion

Les ventes nationales brutes de temps d'antenne des stations radiophoniques MA et MF ont augmenté de 7.6% en mars pour atteindre \$11.3 millions. Elles avaient totalisé \$10.5 millions en mars 1980. Après déduction des commissions des agences de publicité et des autres commissions, les ventes nationales nettes se sont chiffrées à \$9.6 millions, soit une augmentation de 7.9% par rapport à \$8.9 millions en mars 1980.

Les ventes locales nettes de temps d'antenne ont haussé de 10.7% pour passer de \$23.4 millions en mars 1980 à \$25.9 millions en mars 1981. De janvier à mars, les ventes totales brutes de temps d'antenne ont totalisé \$93.8 millions comparativement à \$87.2 millions un an plus tôt, soit une hausse de 7.6%. Les ventes totales nettes sont passées à \$87.7 millions, soit une augmentation de 7.3%.

*Pour plus de renseignements, commander la livraison de mars 1981 de Radiodiffusion (56-003, \$1.50/\$15).*

### Statistique du téléphone

Les treize principaux réseaux téléphoniques au Canada ont déclaré des recettes d'exploitation totalisant \$552.7 millions en avril dernier, soit une hausse de 21.4% par rapport à avril 1980.

Les dépenses d'exploitation ont atteint \$390.0 millions, une augmentation de 18.6% comparativement à la même période de 1980.

Les revenus nets de ces réseaux ont totalisé \$162.7 millions, soit une hausse de 28.9% par rapport à il y a un an.

Le nombre d'appels interurbains au cours du mois s'est chiffré à 117.2 millions, en hausse de 11.1%.

### Voyages entre le Canada et les autres pays

Selon les chiffres préliminaires d'avril 1981, le nombre de résidents du Canada qui sont revenus de visites à l'étranger a baissé comparativement au même mois de 1980. Le nombre de résidents des États-Unis qui sont venus au Canada a continué à augmenter grâce, surtout, à la croissance appréciable dans les entrées par automobile pour la journée seulement. En avril 1981, le nombre de visiteurs provenant d'autres pays que les États-Unis a aussi connu une hausse par rapport à l'an dernier.

Les statistiques pour avril révèlent qu'il y a eu 2.8 millions de résidents canadiens qui sont revenus de voyages aux États-Unis, soit 1.6% de moins qu'en avril 1980, alors que le nombre de ceux qui sont revenus de visites dans tous les autres pays a baissé de 2.9% pour s'établir à 127,000. Le nombre de résidents des États-Unis s'est chiffré à 3.0 millions, soit 19.6% de plus, grâce surtout à un gain de 23.5% dans les visites par automobile pour un jour seulement. Le nombre de visiteurs des autres pays a augmenté de 12.2%, s'établissant à 120,000 en avril 1981.

Depuis le début de l'année, il y a eu 9.7 millions de Canadiens qui sont revenus de visites aux États-Unis, soit 2.7% de moins que l'an dernier; le nombre de ceux revenus de voyages dans les autres pays a baissé de 10.3% au cours des quatre premiers mois atteignant 581,000; le nombre de visiteurs provenant des États-Unis a atteint 10.3 millions, soit 28.5% de plus qu'en 1980; et il y a eu 302,000 visiteurs venant d'autres pays que les États-Unis qui sont entrés au Canada, représentant ainsi une avance de 4.8% par rapport à 1980.

Au cours des quatre premiers mois de 1981, le nombre de Canadiens qui sont revenus de voyages de longue durée aux États-Unis (ce qui comprend les rentrées de plus d'une nuit en autocar et en automobile, ainsi que toutes les rentrées en avion, bateau et train) a baissé de 1.8% pour s'établir à 3.3 millions. Le nombre de Canadiens qui sont revenus de tous les autres pays a totalisé 581,000, soit 10.3% de moins qu'en 1980. Le nombre d'entrées de résidents des États-Unis pour un séjour prolongé pour la période de janvier à avril 1981 a augmenté de 6.3% en atteignant 1.7 million, alors que le nombre de ceux provenant de tous les autres pays (sauf les voyageurs du même jour entrant par voie terrestre via les États-Unis) s'est chiffré à 264,000, soit une augmentation de 6.2% par rapport à 1980.

*Pour de plus amples renseignements, commander le numéro d'avril 1981 de Voyages internationaux — Renseignements préliminaires (66-002, \$1.50/\$15).*

### Indice de la production agricole

En 1978, la production agricole au Canada a été supérieure de 2.9% à celle de 1977. La production des cultures s'est accrue de 6.3% tandis que celle du bétail a accusé une baisse de 0.3%. Les fortes augmentations enregistrées pour le colza et le blé ont entraîné la plus grande partie de l'accroissement de la production agricole.

*Pour de plus amples renseignements au sujet de ces nombres-indices, commander le numéro de 1978 de l'Indice de la production agricole (21-203, \$3).*

### Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux

Selon des chiffres estimatifs, le compte courant désaisonnalisé a connu un revirement de presque \$1,500 millions au premier trimestre de 1981 pour laisser un déficit de \$1,074 millions; celui-ci traduit, dans une large mesure, la chute de l'excédent du commerce des marchandises. Non corrigé des variations saisonnières, le compte courant a été déficitaire de \$1,719 millions. Les mouvements de capitaux, qui ne sont pas désaisonnalisés, ont donné lieu à une entrée nette de \$6,287 millions, tandis que le poste d'équilibre comptable, qui représente les erreurs et omissions nettes dans les estimations enregistrées des opérations courantes et en capital, a été équivalent à une sortie nette de \$4,378 millions. Compte tenu d'une allocation supplémentaire de droits de tirage spéciaux totalisant \$210 millions, l'excédent global décrit plus haut a fait monter de \$400 millions, l'actif monétaire officiel net.

Les faits saillants du trimestre sont les suivants:

- un recul de \$1,013 millions de l'excédent désaisonnalisé du commerce des marchandises, qui est descendu à \$1,774 millions, les exportations s'étant repliées de 1.2% et les importations ayant grimpé de 4.3%. Selon les indications préliminaires, le volume des exportations serait tombé de plus de 8% et celui des importations, de presque 1%, reflétant ainsi une activité économique moins soutenue qu'au trimestre précédent;
- parmi les exportations, on signale des augmentations importantes (après désaisonnalisation) pour le minerai de fer, le poisson, le pétrole brut, le papier journal, les pièces de véhicules automobiles (y compris les moteurs) et le charbon, mais des diminutions considérables pour les voitures de tourisme, le blé, le cuivre et les camions. Du côté des importations, les accroissements les plus forts ont touché les produits du pétrole et du charbon, les voitures de tourisme, les camions, les machines agricoles (y compris les tracteurs) et les produits de laminerie; en revanche, les pièces de véhicules automobiles (sauf les moteurs), le charbon, le sucre brut et le pétrole brut ont accusé une baisse;
- un bond de plus de \$450 millions du déficit désaisonnalisé des invisibles, qui a atteint \$2,848 millions, principalement en raison de la forte hausse des paiements de dividendes sur le niveau exceptionnellement faible du trimestre précédent. Par contre, le déficit des voyages internationaux s'est amélioré du tiers pour s'établir à \$238 millions;
- une diminution supérieure à \$700 millions de la sortie nette au titre des mouvements de capitaux à long terme, qui est passé à \$439 millions. Ce changement s'explique surtout par la progression de plus de 50% des nouvelles émissions canadiennes vendues à des non-résidents, par un revirement de \$450 millions des investissements directs étrangers au Canada (qui se sont soldés par une entrée), et par une forte chute de la sortie nette visant à financer les crédits officiels à l'exportation. Ces mouvements ont été partiellement neutralisés par le recul des achats nets d'obligations canadiennes en cours

par des non-résidents et par l'augmentation de la sortie nette liée aux ventes d'actions canadiennes;

- une forte hausse de \$5,450 millions de l'entrée nette résultant des opérations sur capitaux à court terme, qui a totalisé \$6,726 millions. Le principal responsable de ce bond a été l'entrée nette très élevée de presque \$3,650 millions enregistrée lorsque la position nette en devises des résidents et des non-résidents auprès des banques à charte canadiennes a fluctué en raison des modifications apportées à la Loi canadienne sur les banques. En outre, les autres opérations sur capitaux à court terme, qui s'étaient soldées par une sortie le trimestre précédent, ont laissé une entrée nette cette fois; un revirement semblable a été observé pour les avoirs de non-résidents sous forme d'effets du marché monétaire canadien et de dépôts en dollars canadiens, les avoirs en dépôts ayant probablement été influencés par les différentiels d'intérêt notablement favorables, change à terme compris. Le principal mouvement de compensation a été celui des capitaux à court terme détenus à l'étranger par le secteur non bancaire, qui se sont accrus d'environ \$1,300 millions;
- une poussée importante (près de \$3,200 millions) du solde débiteur des erreurs et omissions. Une partie appréciable de cette progression semble liée à la réorganisation de l'avoir des banques à charte sous forme de devises (voir plus haut), qui a entraîné le transfert, dans des succursales étrangères, des dépôts de résidents en devises. Le système de déclaration, bien qu'il ait repéré l'entrée de ces capitaux en provenance des succursales étrangères, n'a identifié jusqu'ici qu'un peu plus de \$1 milliard des sorties associées provenant du Canada;
- un excédent global de \$190 millions au titre des opérations courantes et en capital (enregistrées et non enregistrées); si l'on prend également en compte l'allocation de droits de tirage spéciaux totalisant \$210 millions, les réserves monétaires officielles nettes du Canada se sont élevées de \$400 millions. Les avoirs de réserve ont baissé de \$314 millions et les engagements correspondants, de \$714 millions, tandis que l'encours des tirages obtenus de banques canadiennes et étrangères en vertu de crédits de confirmation a été réduit à \$300 millions en dollars américains (dont la totalité a été consentie par des banques canadiennes);
- la moyenne du cours du dollar canadien à midi s'est fixée à 83.79 cents américains pour le trimestre, en baisse de presque trois quarts de cent américain par rapport au trimestre précédent. À l'instar de la monnaie américaine, cependant, le dollar canadien a affiché une forte belle tenue par rapport aux principales devises européennes.

### Statistiques financières de l'éducation, 1977-78

En 1977-78, les dépenses totales au chapitre de l'éducation au Canada ont atteint presque \$17.5 milliards. Les trois paliers d'administrations publiques ont assumé plus de 90% de ces dépenses, le reste provenant de recettes diverses. Le taux annuel d'accroissement de ces dépenses est passé de 11% en 1973-74 à

16% en 1977-78 et ce, malgré la diminution de clientèle à temps plein. Toutefois, cette progression des dépenses dans l'éducation a été inférieure à celle afférente à l'ensemble des services publics si l'on en juge d'après leur pourcentage du produit intérieur brut. On notera qu'en 1977-78, un quart de la population (6 millions) fréquentaient à temps plein un établissement d'enseignement, qu'environ une personne active sur 30 enseignait à temps plein (325,000 enseignants) et que l'éducation a coûté en moyenne \$1,663 à chaque membre de la population active.

Le niveau élémentaire-secondaire a reçu plus des deux tiers du budget total. Les administrations provinciales ont fourni 67% des crédits nécessaires pour ce niveau et les administrations municipales 26%. L'analyse des dépenses des conseils scolaires, et en particulier des dépenses par élève révèle des augmentations spectaculaires pendant la période 1972-1977, mais lorsque l'effet de l'inflation est éliminé grâce au nouvel indice de prix de l'enseignement élémentaire-secondaire, on constate que le montant réel dépensé par élève n'a crû que de 14% de 1974 à 1977 et qu'il a diminué de 2% en 1978 selon des estimations.

Le secteur postsecondaire a reçu, pour sa part, 27% des budgets dont la majeure partie a été dépensée par les universités (64%) et les collèges communautaires (24%), le reste allant dans des programmes d'aide aux étudiants et en dépenses ministérielles. À ce niveau, les gouvernements provinciaux sont intervenus à 75%, les frais de scolarité pour 9% et l'administration fédérale 10% sans compter pour cette dernière les transferts fiscaux accordés aux provinces en matière d'enseignement (\$2 milliards). L'aspect le plus frappant de l'enseignement postsecondaire en 1977-78 a été la diminution des effectifs à temps plein dans les universités. Cette baisse est responsable de la diminution marquée du taux d'accroissement des dépenses du fonctionnement dans ce secteur (18% en 1975-76 et 12% pour les deux autres années). L'analyse des dépenses de fonctionnement des universités par fonction a montré que 57% ont été affectées à l'enseignement et 12% à la recherche subventionnée alors que l'analyse par genre révélait que les salaires et traitements absorbaient 78% de l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Le secteur non-universitaire, par contre, enregistre depuis 1973-74 le plus fort taux annuel d'accroissement de ses effectifs et il était d'ailleurs le seul en 1977-78 à connaître une augmentation à ce titre.

Finalement, le secteur de la formation professionnelle s'est attiré 6% du budget total de l'éducation. Les programmes de formation de la main-d'oeuvre, qui constituent la principale responsabilité directe de l'administration fédérale dans le domaine de l'enseignement, couvrent à eux seuls la majeure partie de ce secteur et ont nécessité des dépenses fédérales de l'ordre de \$618 millions.

*Pour plus de renseignements, commander la publication de 1977-78 de Statistiques financières de l'éducation (81-208, \$6), ou communiquer avec M.F. Gendron (613-995-9795), Division de l'éducation, des sciences et de la culture, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.*

## Décisions du comité des publications

À Statistique Canada tout projet de publication nouvelle doit être examiné et approuvé par un comité connu sous le nom de Comité des publications de Statistique Canada. L'approbation par ce comité donne à la division responsable de Statistique Canada l'autorisation de procéder à la préparation de la nouvelle publication. Cependant, elle n'est pas une garantie que la publication ne sera pas annulée ou remise à plus tard. Les publications approuvées par le comité dont on donne ici la liste doivent être considérées seulement comme des publications ayant de fortes chances d'être produites par Statistique Canada.

Outre les projets de nouvelles publications, les projets d'annulation et de modification des publications existantes de Statistique Canada doivent également être approuvés par le Comité des publications.

### Nouvelles publications

La Division de la santé produira sous peu une publication hors série intitulée *Santé et activité économique* (n° 82-539 au catalogue), qui fera l'analyse chronologique des rapports entre les indicateurs de la mortalité et divers indicateurs de l'activité économique au cours de la période 1950-1975.

Afin d'offrir un meilleur service aux utilisateurs, la Division des finances des entreprises produira des chiffres préliminaires avant la parution de *Statistiques financières des sociétés* (n° 61-207 au catalogue) et *Statistique fiscale des sociétés* (n° 61-208). Ces chiffres seront distribués gratuitement aux abonnés de ces deux publications annuelles.

### Modifications

Des données visant la période de 1972 à 1978 seront regroupées dans une mise à jour de la publication annuelle de la Division du travail intitulée *Périodes de prestations établies et terminées aux termes de la Loi sur l'assurance-chômage* (n° 73-201 au catalogue). Par la suite, cette publication reparaitra sur une base annuelle.

Le titre de la publication annuelle *Magasins de détail à succursale* (n° 63-210 au catalogue) deviendra *Magasins de détail à succursale et grands magasins* afin de tenir compte des données additionnelles recueillies sur les grands magasins.

### Publications discontinuées

La Division de la construction a cessé de faire paraître sa publication *Statistique des investissements — Bulletin de service* (n° 61-007 au catalogue). Elle sera remplacée par deux publications cataloguées: *Statistique des investissements — Sous-industries manufacturières et certaines industries énergétiques* (n° 61-214 au catalogue) et *Dépenses d'exploration, de mise en valeur et d'immobilisations, sociétés minières* (n° 61-216 au catalogue).

Des restrictions budgétaires ont contraint la Division des industries manufacturières et primaires à supprimer deux publications trimestrielles, soit *Certaines viandes et préparations de viandes* (n° 32-020 au catalogue) et *Pains et autres produits de boulangerie* (n° 32-015 au catalogue). Les données annuelles seront disponibles respectivement dans *Abattage et conditionnement de la viande* (n° 32-221 au catalogue) et dans *Boulangeries* (n° 32-203 au catalogue).

### Indice des prix des matières brutes

Selon les chiffres provisoires d'avril 1981, cinq composantes de l'indice des prix des matières brutes (1977=100) étaient en hausse, deux autres étaient en baisse et la dernière demeurait inchangée. L'indice d'ensemble des matières brutes sans le charbon, le pétrole brut et le gaz naturel a progressé de 0.3% en avril pour dépasser de 7.8% le niveau observé un an auparavant. Avec le charbon, le pétrole et le gaz naturel, l'indice d'ensemble a augmenté de 0.2% pour surpasser de 21.3% le niveau correspondant d'avril 1980.

L'indice des substances végétales, qui avait reculé de 3.5% en mars, a fait de même en avril pour dépasser par 18% celui d'avril 1980. Les prix du sucre brut ont continué leur dégringolade, en baisse de 16% pour le mois, et se situent maintenant à un niveau inférieur à celui d'il y a un an. Les prix du blé et des autres céréales ont légèrement diminué pour le troisième mois d'affilée. Les légumes frais ont fléchi pour la première fois depuis octobre dernier, soit de 3% environ, les prix de la plupart des légumes, sauf les pommes de terre, ayant affiché des baisses modérées. Néanmoins, les prix des légumes frais dépassaient toujours de quelque 75% ceux d'il y a un an.

Les métaux non ferreux, la seconde composante à avoir chuté en avril, ont

reculé de 2.1% ce qui représente une septième baisse consécutive. Le niveau de l'indice était inférieur de 6.8% à celui observé un an auparavant. Le fléchissement depuis octobre dernier s'explique en grande partie par la chute constante des prix des métaux précieux et par des prix moindres pour le cuivre et le plomb. Les prix du cuivre se sont stabilisés au cours des trois derniers mois et ceux du plomb ont augmenté en avril pour le deuxième mois d'affilée, mais ils restent dans les deux cas inférieurs aux niveaux d'il y a un an. Seuls les indices de l'aluminium et du zinc dépassaient en avril 1981 les niveaux d'avril 1980.

L'indice des animaux et substances animales a marqué le gain le plus important en avril, soit une hausse de 2.4% par rapport à mars. Cela s'explique surtout par l'augmentation de 6% des prix des bovillons, qui se situent maintenant à des niveaux analogues à ceux des derniers mois de 1980. L'indice des substances animales en avril 1981 dépassait de 11.2% celui d'il y a un an.

Pour plus de renseignements, commander la livraison d'avril 1981 de *Indices des prix de l'industrie* (62-011, \$3.50/\$35), ou communiquer avec la Section de l'information (613-995-5738), Division des prix, Statistique Canada, Ottawa K1A 0V5.

### Projections démographiques jusqu'à l'an 2051

Une étude de 46 pages intitulée *La population et la main-d'oeuvre au Canada: Projections 1976-2051* a été préparée pour le Conseil économique du Canada. Même si ces projections étaient destinées au départ au programme de recherche du Conseil sur les régimes de retraite, elles sont intéressantes en soi, et elles peuvent également servir à d'autres fins. C'est pourquoi la méthodologie employée, de même que l'évolution de la population globale et de la main-d'oeuvre, qui sert de toile de fond aux projections, sont également publiées.

L'étude est ordonnée de la façon suivante. Le chapitre 2 présente un bref aperçu de l'évolution démographique du Canada: on y examine d'abord les transformations des taux de fécondité, de mortalité, et de migration, puis l'influence de ces changements sur la taille, le rythme de croissance et l'âge de la population. Le chapitre 3 analyse l'accroissement de la population active, en apportant une attention particulière à l'évolution des taux d'activité et des ventilations par âge et par sexe. Le chapitre 4 décrit la méthodologie et les postulats utilisés. Le chapitre 5 est consacré à une étude des projections de la population globale et le chapitre suivant, à celles de la population active. Les conclusions sont présentées au chapitre 7.

Les projections ont été établies en janvier 1979, et les hypothèses qui les sous-tendent sont différentes des projections de 1971 et de 1976 de Statistique Canada. Les différences entre ces deux méthodologies sont expliquées dans la publication.

Les conclusions de cette étude demeurent l'entière responsabilité des auteurs, Frank T. Denton, Christine H. Feaver et Byron G. Spencer et ne sont pas nécessairement partagées par les membres du Conseil économique du Canada. On peut se procurer cette publication au Canada par l'entremise des libraires agréés et d'autres librairies, ou en écrivant au Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull K1A 0S9, (n° de catalogue EC 22-75/1980/\$3.50.)

### Estimations postcensitaires de la population du Canada et des provinces au 1er avril 1981

Les estimations postcensitaires de la population du Canada et des provinces au 1er avril 1981 s'établissent comme suit: Canada, 24,150,000; Terre-Neuve, 584,500; Ile-du-Prince-Édouard, 124,200; Nouvelle-Écosse, 856,600; Nouveau-Brunswick, 709,600; Québec, 6,334,700; Ontario, 8,614,200; Manitoba, 1,028,800; Saskatchewan, 977,400; Alberta, 2,153,200; Colombie-Britannique, 2,701,900; Yukon, 21,800; et Territoires du Nord-Ouest, 43,100.

Ces estimations postcensitaires, qui paraîtront au cours des semaines à venir dans la publication *Estimations trimestrielles de la population du Canada et des provinces* (91-001, \$2.50/\$10) sont disponibles via CANSIM ainsi que les effectifs d'immigrants et de migrants interprovinciaux pour le présent trimestre.

Pour plus de renseignements, communiquer avec Gertrude Caron (613-995-2213), Division de la démographie, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

## Diffusion des produits du recensement de 1981

Voici le troisième d'une série de cinq articles sur les projets retenus pour la diffusion des données du recensement de 1981. Les personnes qui désirent obtenir des détails sur le présent scénario devraient communiquer avec le centre de consultation local de Statistique Canada.

Les résultats statistiques du recensement seront diffusés, sous trois formes, imprimés, microcopies, bandes et seront nommés **Séries de données des produits**.

Les imprimés comprendront des publications cataloguées et non cataloguées de trois catégories différentes: la série provinciale, la série du contenu (ou série nationale) et la série des études schématiques. La nouvelle série de publications provinciales a été créée afin que les personnes qui s'intéressent aux données d'une province particulière et de régions infraprovinciales sur un sujet donné ne soient pas obligées d'acheter les données de toutes les provinces. La série de publications sur le contenu (ou série nationale), est une série traditionnelle qui fournit des données par sujet pour l'ensemble du Canada et chaque province, et permet de faire des comparaisons interprovinciales. La série des études schématiques s'inspire des publications à grande diffusion parues dans le passé qui présentaient un éventail de données sur la population, le logement et d'autres caractéristiques socio-économiques pour des régions géographiques particulières, c'est-à-dire les circonscriptions électorales fédérales, les régions métropolitaines de recensement, les agglomérations de recensement, les subdivisions de recensement comptant une population de 5,000 habitants ou plus (celles de moins de 5,000 habitants font l'objet d'un ensemble de données distinct), et les secteurs de recensement.

Certains imprimés d'ordinateur entrent dans la catégorie des imprimés et seront produits lorsqu'on estime que le niveau des ventes ne justifie pas une publication, ou que les utilisateurs désirent des combinaisons de composantes géographiques et de variables que le programme régulier n'offre pas.

Les microcopies reproduiront les séries de données disponibles sous forme d'imprimés et de bandes (bandes sommaires et bandes-échantillon à grande diffusion). Les bandes sommaires seront produites sous une forme semblable à celle de 1976, au niveau des secteurs de dénombrement, des subdivisions de recensement et des secteurs de recensement.

Les publications régulières ne renferment pas de définitions et de mesures de la qualité des données aussi détaillées qu'en 1976. Afin de réduire les coûts et d'accroître l'actualité, ce genre d'information sera donné en détail dans la série de documents de référence que nous décrivons le mois prochain.

### Enquête sur les voyages des Canadiens

Les statistiques établies à l'aide de l'Enquête sur les voyages des Canadiens pour le quatrième trimestre de 1980 montrent qu'il y a eu 23,4 millions de personnes-voyages (faits par des Canadiens) au Canada, ce qui représente une légère baisse par rapport aux chiffres enregistrés le même trimestre l'année dernière. Le nombre total de personnes-voyages pour 1980 s'élève à 111 millions alors qu'il était de 114 millions en 1979.

### Discours de l'honorable Jean-Jacques Blais devant le Canadian Club

L'honorable **Jean-Jacques Blais**, ministre d'Approvisionnement et Services Canada et ministre responsable de Statistique Canada, s'est adressé récemment au Canadian Club à Toronto.

Le Ministre a fait valoir l'importance du recensement décennal qui vient d'être effectué et le fait que de nos jours, il revêt une signification particulière, puisque les statistiques font partie de presque toutes les facettes de la vie moderne. Il a affirmé notamment que les statistiques tendent à fournir de plus en plus le point final là où elles ne constituaient auparavant qu'une des multiples facettes de la résolution d'un problème.

L'Enquête sur la population active, par exemple, n'a jamais été conçue comme une mesure du niveau de privation des Canadiens, ce à quoi beaucoup de gens l'assimilent aujourd'hui. Il en est de même de l'indice des prix à la consommation qui ne devait pas servir de mesure principale du taux d'inflation, ce qu'il est en train de devenir.

En relativement peu de temps, les statistiques, autrefois la chasse gardée exclusive des spécialistes, en sont venues à influencer de façon très réelle et très visible sur chacune de nos vies. Statistique Canada et d'autres organismes nationaux prennent de plus en plus la vedette et ont été poussés sans le vouloir et souvent sans le savoir à jouer le rôle d'un arbitre social; un rôle qui n'entrait pas initialement dans le cadre de leurs attributions.

En terminant, **M. Blais** a donné l'une des raisons pour lesquelles il a accepté la charge de ministre responsable de Statistique Canada: "En effet, il me tardait de marier l'appareil statistique supérieur dont nous nous étions dotés et le leadership mondial du Canada dans le domaine des télécommunications. Nous devons nous assurer que les décisionnaires à tous les niveaux, en commençant par la famille et en passant par le monde des affaires et tous les paliers de l'administration publique, fassent un usage optimal de données statistiques présentées adéquatement et conçues de façon intelligente."

## Symposium consacré à la recherche par voie d'enquêtes

Un symposium consacré à la recherche par voie d'enquêtes dans les années 80 et parrainé par la Société professionnelle de recherche en marketing et Statistique Canada s'est tenu à Ottawa les 21 et 22 octobre 1980. Il avait pour principal objectif d'améliorer les communications entre les secteurs public, privé et universitaire au Canada, en permettant des échanges de vues où les utilisateurs et les fournisseurs de services d'enquêtes pouvaient discuter de leurs préoccupations professionnelles dans un climat non compétitif. Voici des résumés de quelques présentations:

- **Government Uses of Survey Research in the Eighties** (Peter Hicks, conseiller supérieur en politiques, Conseil du Trésor Canada)

Ce document présente les différentes étapes des politiques et des programmes de l'administration publique. Pour chaque étape, on donne des exemples de l'utilisation actuelle de la recherche d'enquête et l'on indique les tendances qui semblent se dessiner pour la prochaine décennie.

- **An Overview of Federal Government Survey Research** (T.S. Thompson, Secrétariat des activités statistiques fédérales, Statistique Canada, Ottawa)

Ce document décrit sommairement certaines caractéristiques des projets de nouvelles enquêtes présentés à Statistique Canada pour revue et consultation par les autres ministères fédéraux. On y décrit les ministères participants en donnant des précisions sur le genre d'études proposées de même que les méthodes utilisées, et on passe brièvement en revue certains problèmes que le processus de révision a fait ressortir.

- **Implication of Population Change** (Wayne W. McVey, professeur, Université de l'Alberta, Edmonton)

Dans ce document, l'auteur étudie les effets de la fécondité, de la mortalité et de la migration sur le profil par âge de la population canadienne, en particulier les effets des fluctuations observées au chapitre de la fécondité depuis la Seconde Guerre mondiale. L'auteur analyse les répercussions qu'ont sur les services sociaux et sur l'économie les besoins changeants des cohortes de l'explosion démographique, à mesure que ces dernières évoluent dans leur cycle de vie.

- **Les besoins actuels et futurs du public et leur suivi par sondage** (Yvan Corbeil, président, CROP inc., Montréal)

Ce document porte sur les besoins actuels et futurs du public et sur leur suivi par sondage. Il est divisé en deux parties. D'abord il y a un historique des suivis, et ensuite, le conférencier expose ses vues sur l'avenir et ses prévisions sur les nouveaux suivis.

- **Comments on the Needs of the User in the Private Sector** (Robert T. Stewart, vice-président de groupe, commercialisation, Scott Paper, Vancouver)

Un important fabricant de produits emballés explique en détail comment son entreprise rassemble et applique les renseignements sur la connaissance, la pénétration et l'évolution du marché, la part/volume et les procédures de documentation.

- **Developments in Data Collection: Cost Versus Quality** (Charles S. Mayer, professeur de commercialisation, Université York, Toronto)

Les coûts qui augmentent plus rapidement que les budgets de recherche nuisent considérablement à la qualité de la recherche. Toutefois, les progrès technologiques sur le plan physique aussi bien que sur le plan conceptuel permettent de conserver une productivité au moins aussi grande qu'auparavant.

(suite à la page suivante)

• **Alternative Socio-Economic Data Collection Methods in the 1980's: The Concept of a Synthetic Data Base** (Mukund Nargundkar et Anis Ashraf, Statistique Canada, Ottawa)

Ce document propose la création d'une banque de renseignements d'un nouveau genre, la "banque de données synthétiques". Il s'agirait de coupler les renseignements de deux banques distinctes pour en créer une troisième. Il en résulterait une utilisation beaucoup plus grande des banques de données existantes dans le cadre des activités de collecte de données nouvelles. On pourrait ainsi réduire considérablement la quantité de données recueillies et, par conséquent, les coûts de collecte et le fardeau de réponse. Ce document recommande diverses considérations pour l'élaboration de techniques statistiques susceptibles de faciliter la création d'un tel concept de couplage de l'information. Certaines techniques pourraient se retrouver dans les ouvrages modernes, alors que d'autres devraient être élaborées.

• **Model — Based Market Research in the 1980's** (August P. Hess, vice-président supérieur, directeur, Modèles de commercialisation, Opinion Research Corporation, Princeton)

Ce document expose certains changements qui devraient intervenir dans l'étude des marchés au cours de la prochaine décennie. À l'heure actuelle, les études sont ponctuelles; elles fournissent des réponses à des questions précises ou à des problèmes particuliers de mise en marché. La prochaine décennie verra la réalisation d'études de plus grande portée qui permettront de comprendre les mécanismes des marchés et le comportement des consommateurs. Les mesures seront plus complexes, et les techniques d'analyse à plusieurs variables seront largement utilisées pour discerner les liens d'interdépendance entre les données. Les modèles de mise en marché serviront de cadre conceptuel pour mener ces études complexes. La délimitation des groupes réceptifs de consommateurs est un exemple de ce que pourront donner les études de marché fondées sur des modèles.

• **Serving the Needs of the User** (Christine Schmidt, vice-présidente, centre de recherches contemporaines limitée, Montréal)

On examine diverses méthodes de recherche pour évaluer les programmes gouvernementaux et répondre aux besoins du secteur privé. Une évaluation sommaire des études sur les tendances sociales est présentée avec une description des problèmes liés à l'étude de consommation.

• **Comparison Groups and Survey Research** (Ken Watson, président, Ottawa Public Policy Research Group Ltd.)

Ce document traite des avantages de concevoir les enquêtes de manière à pouvoir comparer les résultats avec des données existantes. L'auteur démontre qu'il est difficile dans la pratique d'évaluer les données d'une enquête unique en l'absence de données comparables, c'est-à-dire en l'absence de données de contrôle ou autres repères.

On peut se procurer à peu de frais des copies de ces documents à n'importe quel centre régional de consultation de Statistique Canada. Les documents dont les titres sont en anglais ne sont pas disponibles en français.

**L'emploi dans l'administration fédérale**

L'effectif de l'administration fédérale (y compris les membres des Forces armées canadiennes) et des entreprises publiques fédérales s'est fixé à 579,516 en mars 1981, soit une augmentation totale de 3,856 par rapport à mars 1980. L'effectif de l'administration générale a augmenté de 10,783 durant les 12 mois, tandis que celui des entreprises a diminué de 6,927. La majeure partie de l'augmentation de l'effectif de l'administration générale est imputable à la hausse d'emplois dans les ministères des Postes, du Revenu national et de la Défense nationale.

La rémunération brute (y compris les paiements d'heures supplémentaires et rappels) pour le premier trimestre de 1981 totalisait \$3,218.3 millions. Cela représente une hausse de \$344.3 millions par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

**Ventes des grands magasins par région**

En avril 1981, les ventes des grands magasins au Canada ont atteint \$793.7 millions, soit une hausse de 16.0% par rapport à avril 1980.

Voici, par région, le total des ventes enregistrées, le pourcentage d'augmentation entre avril 1980 et avril 1981 étant entre parenthèses:

- Atlantique \$51.0 millions (13.6%)
- Québec \$144.8 millions (13.1%)
- Ontario \$278.6 millions (15.2%)
- Manitoba \$40.6 millions (10.6%)
- Saskatchewan \$23.0 millions (22.4%)
- Alberta \$112.5 millions (15.5%)

• **Colombie-Britannique \$143.2 millions (22.9%)**

Le total des ventes de la Colombie-Britannique inclut celles du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Pour plus de renseignements, commander la livraison d'avril 1981 de *Ventes des grands magasins par région* (63-004, \$1.50/\$15).

**Données de Statistique Canada transmises par la télédistribution**

Environ 500,000 résidents de l'Ontario peuvent obtenir des statistiques sur les conditions économiques par le truchement de leur téléviseur suite à un accord conclu entre le bureau de Toronto de Statistique Canada et la firme Rogers Cable TV.

Quinze pages de données sont disponibles, dont quatre sont consacrées aux indicateurs économiques. L'Enquête sur la population active et l'Indice des prix à la consommation, sont mis à jour dès que les nouvelles données sont publiées, tandis que le reste des données sont mises à jour toutes les deux semaines.

Les statistiques sont présentées sur le "canal des services gouvernementaux" de la firme Rogers, lorsqu'on n'y diffuse pas en direct les débats de la Chambre des communes.

À l'heure actuelle, ce service dessert les abonnés de London, Kitchener, Brantford, Hamilton, Mississauga, Brampton, Newmarket et Oshawa et la plupart des abonnés de Toronto. Les réactions ont été favorables et Statistique Canada est prêt à étendre ce service à d'autres entreprises de télédistribution.

**Rapport sur les armes à feu**

Des statistiques concernant les lois sur le contrôle des armes à feu entrées en vigueur à la fin des années 1970 sont publiées par la Gendarmerie royale du Canada dans son *Rapport annuel sur les armes à feu*.

Dans le rapport de 1980, qui vient de paraître, on trouve des données sur le nombre d'armes à autorisation restreinte enregistrées au Canada en 1980, le nombre de certificats d'enregistrement refusés ou révoqués; le nombre d'armes à feu déclarées volées, perdues ou égarées, par catégorie, type et province; le nombre d'armes à feu déclarées comme étant chez un prêteur sur gages; les infractions aux dispositions du Code criminel concernant les armes et les armes à feu, par province; des statistiques nationales et provinciales concernant les autorisations d'acquisition d'armes à feu, les permis d'armes à feu; les ordonnances d'interdiction; le nombre de permis d'exploitation d'entreprise d'armes à feu et de munitions; le nombre de ces permis qui ont été refusés ou révoqués.

La GRC tient à jour un registre national de toutes les armes à autorisation restreinte enregistrées au Canada. D'autres données touchant les armes à feu perdues, volées, égarées et retrouvées sont disponibles au Centre d'information de la police canadienne. Les statistiques sur les infractions relatives aux armes et aux armes à feu sont établies à partir des déclarations volontaires des organismes policiers.

Pour plus de renseignements, ou pour obtenir des exemplaires du *Rapport*, s'adresser au: Centre de politiques des armes à feu, Ministère du Solliciteur général, 340 ouest, avenue Laurier, Ottawa K1A 0P8.

Des exemplaires sont disponibles pour consultation seulement aux centres de référence de Statistique Canada.

**Statistiques sur le transport aérien canadien et international**

La publication *Revue du trafic aérien* de Transports Canada donne un aperçu de la circulation aérienne canadienne. Chaque numéro met en lumière les tendances nationales des voyages aériens en ce qui concerne les passagers, le mouvement des aéronefs et des marchandises, et est complété par un exposé des faits saillants des voyages aériens aux États-Unis, dans le corridor de l'Atlantique Nord et sur le trafic aérien mondial.

Le numéro de 1979 donne un aperçu chronologique et des prévisions concernant les cinq indicateurs d'ensemble de la demande, utilisés par l'Association canadienne des transports aériens. Ce sont: les passagers embarqués et débarqués, les marchandises embarquées et débarquées, les mouvements itinérants, les aéronefs immatriculés et le nombre de licences du personnel.

Les données présentées dans la publication ont été fournies par l'Association du transport aérien (IATA), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Office de tourisme du Canada et Statistique Canada.

Pour obtenir d'autres renseignements ou commander des exemplaires, s'adresser à: *Statistiques et prévisions* (613-996-0836), Politique, planification et programmation (air), Transports Canada, Ottawa K1A 0N5.

### Indice des prix de vente dans l'industrie

D'après les chiffres préliminaires, l'indice des prix de vente dans les industries manufacturières (1971=100) a atteint 267.0 en avril 1981, soit une augmentation de 0.7% sur le chiffre révisé de mars 1981 (265.2). L'indice dépasse actuellement le niveau d'il y a un an par 10.7%, soit par la même proportion que l'indice de mars 1981 sur celui de mars 1980. En avril 1981, la plupart des groupes ont affiché des augmentations de l'ordre d'un demi à un pour cent.

L'indice de la première transformation des métaux a augmenté de 0.9% en avril 1981 pour dépasser de 3.4% le niveau observé un an auparavant. La sidérurgie a progressé de 2.3% en raison principalement d'augmentations de l'ordre de 7.0% pour les tôles d'acier ordinaire, le fer-blanc et les profilés de charpente d'acier de grandes dimensions. Les fabriques de tubes et de tuyaux d'acier ont avancé de 3.0% grâce à des augmentations pour la plupart des produits, faisant suite généralement au renchérissement de l'acier durant la première partie de 1981. La baisse de 0.5% pour la fonte et l'affinage est attribuable surtout au fléchissement de 3.6% des métaux précieux. Des augmentations ont été enregistrées pour le zinc et le plomb alors que les prix des autres métaux communs demeuraient stables.

L'indice de la fabrication de produits en métal a haussé de 1.1% en avril 1981 pour dépasser de 9.3% le niveau atteint un an plus tôt. L'indice de l'emboutissage et du matriçage des métaux a grimpé de 2.9% en raison surtout des augmentations pour les boîtes en métal.

La progression de l'indice de la fabrication de matériel de transport s'explique essentiellement par l'augmentation de 1.3% pour les fabricants de véhicules automobiles, suite aux changements de prix des voitures et des camions, et par l'accroissement de 1.4% des pièces et accessoires d'automobiles en raison surtout du renchérissement de nombreux produits fabriqués à partir de l'acier.

L'indice des industries chimiques a monté de 1.1% en avril 1981 pour dépasser de 10.7% le niveau d'il y a un an. L'indice des fabricants de produits chimiques industriels inorganiques a gagné 1.7%, principalement grâce au gain de 8.9% pour l'hydroxide de sodium. D'autres augmentations ont été observées chez les fabricants de produits chimiques divers, l'indice pour ce groupe ayant avancé de 3.4%.

L'indice des industries des aliments et boissons s'est accru de 0.4% en avril 1981 pour dépasser de 12.3% le niveau observé un an auparavant. L'indice pour l'abattage et la préparation de la viande a monté de 1.4% surtout en raison des augmentations des prix du porc (3.2%) et du boeuf (1.0%), les premières depuis octobre 1980 et novembre 1980 respectivement. L'indice de la préparation de sucre de canne et de betterave a reculé de 12.6% en raison de baisses ininterrompues pour les produits du sucre, et se situe maintenant à un niveau inférieur à celui d'il y a un an. L'indice de l'industrie laitière a avancé de 0.7%. Les majorations de prix résultent d'un rehaussement du prix d'objectif pour le lait de transformation ayant entraîné des augmentations de 1.8% pour le beurre et de 1.9% pour le lait écrémé en poudre.

### La population active

En mai 1981, le taux désaisonnalisé du chômage a été de 7.1%, soit une légère hausse de 0.1% par rapport au mois précédent. En mai 1980, il se situait à 7.8%. Le taux d'activité désaisonnalisé a progressé légèrement de 0.2% pour s'établir à 64.8% et le rapport emploi/population est demeuré inchangé à 60.1%.

Pour la semaine se terminant le 16 mai 1981, le niveau désaisonnalisé de l'emploi s'établissait à 10,982,000 personnes, soit 23,000 de plus qu'en avril. Le niveau de l'emploi a augmenté chez les femmes dans tous les principaux groupes d'âge, la hausse la plus forte ayant été enregistrée chez celles de 25 ans et plus (+38,000). Il a diminué chez les hommes, particulièrement chez ceux de 25 ans et plus (-27,000).

À l'échelle provinciale, le niveau désaisonnalisé de l'emploi a sensiblement progressé en Ontario (+31,000), mais il a régressé au Québec (-11,000) et en Colombie-Britannique (-5,000). Il a peu ou point varié dans les autres provinces.

Le niveau désaisonnalisé du chômage se chiffrait à 845,000 personnes, soit 19,000 de plus qu'en avril. La hausse a été enregistrée surtout chez les hommes et ce sont ceux de 25 ans et plus qui ont affiché l'augmentation la plus élevée (+12,000). Chez les femmes, il n'a pratiquement pas varié par rapport à avril.

À l'échelle provinciale, le niveau désaisonnalisé du chômage a augmenté au Québec (+20,000), en Colombie-Britannique (+7,000) et en Nouvelle-Écosse (+5,000). Il a peu ou point varié dans les autres provinces.

Les taux de chômage désaisonnalisés pour les provinces en mai furent les suivants, les taux d'avril étant entre parenthèses: Terre-Neuve, 11.9% (12.4%); Île-du-Prince-Édouard, 10.4% (11.1%); Nouvelle-Écosse, 10.0% (8.7%); Nouveau-Brunswick, 11.0% (11.1%); Québec, 10.1% (9.4%); Ontario, 6.1% (6.2%); Manitoba, 5.5% (5.9%); Saskatchewan, 4.2% (4.0%); Alberta, 3.5% (3.6%); Colombie-Britannique, 6.6% (6.0%).

En mai 1981, le niveau non désaisonnalisé de l'emploi au Canada se chiffrait à 11,026,000 personnes, ce qui représente une augmentation de 3.9% (414,000) par rapport à mai 1980. Le niveau du chômage s'établissait à 854,000 personnes, soit 50,000 de moins que l'année dernière (904,000) et le taux de chômage, à 7.2, ce qui représente une diminution de 0.6 par rapport à mai 1980. Le taux d'activité était de 65.1, comparativement à 64.1 un an plus tôt, tandis que le rapport emploi/population se chiffrait à 60.4, ce qui représente une hausse sensible de 1.3% par rapport au chiffre de l'année dernière (59.1).

En mai 1981, le taux de chômage non désaisonnalisé chez les étudiants de 15 à 24 ans retournant aux études était de 13.8, contre 13.7 l'année dernière. Il s'établissait à 12.2 chez les étudiants de 15 à 19 ans et à 18.9 chez les étudiants de 20 à 24 ans. En mai 1980, les taux correspondants se chiffraient respectivement à 12.0 et à 19.8. Selon les estimations, 669,000 étudiants retournant aux études avaient un emploi, comparativement à 590,000 en mai 1980.

Pour plus de renseignements, commander la publication de mai 1981 de *La population active* (71-001, \$3.50/\$35).

### Participation à la natation

Ce bulletin est le quatrième d'une série de 5 articles présentant des données sommaires sur certaines activités physiques et sportives tirées de l'enquête de 1976 sur l'exercice physique et les activités récréatives physiques et sportives. Des articles sur le ski, le patinage et le hockey, le jogging ou la course ont déjà été publiés. On peut obtenir gratuitement les publications de cette série en s'adressant à Janice Iffe (613-995-9689), de la Section des voyages, du tourisme et des loisirs, Division de l'éducation, des sciences et de la culture, Statistique Canada, Ottawa K1A 0Z5.

### Publication d'un nouveau bulletin

Un nouveau bulletin intitulé *Statistique financière des sociétés — Données provisoires de 1979 pour les sociétés jumelées* est maintenant publié.

On y retrouve des indications provisoires du rendement des branches d'activité en 1979, fondées sur les déclarations d'impôt de 256,545 sociétés. Les données de chaque société pour l'année 1979 ont été appariées à celles de 1978 afin de comparer l'actif, l'avoir, les ventes et le bénéfice avant impôts de chaque industrie d'une année à l'autre.

Les données complètes ne paraîtront que vers la fin de 1981 dans la publication annuelle *Statistique financière des sociétés*. Les abonnés recevront gratuitement un exemplaire du bulletin provisoire (61-207p). Pour de plus amples renseignements, communiquer avec A. Dorland (613-995-9836), Division des finances des entreprises, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

### Publication disponible

Une publication intitulée *Liste des hôpitaux ayant des comités d'avortement thérapeutique selon les déclarations des provinces au Canada (1er janvier 1981)* est maintenant disponible. Cette publication ne figure pas dans le *Catalogue de Statistique Canada*. Pour plus de renseignements, communiquer avec S. Wadhwa (613-995-0861), Section de la statistique des soins en établissements, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

### Déplacements domicile-travail

En novembre 1980, près des trois quarts des navetteurs au Canada utilisaient l'automobile pour se rendre au travail, soit la même proportion que vers la fin des années 70. Environ 15% des navetteurs empruntaient les transports en commun, ce qui représente toutefois une augmentation de 6% par rapport à novembre 1979, tandis que le nombre des navetteurs voyageant en automobile a progressé de 4% au cours de la même période.



1010765136

## Publications parues du 5 — 10 juin

	N° de cata- logue	Canada: prix par unité/année	Autres pays: prix par unité/année
<b>COMMERCE ET SERVICES</b>			
Commerce de gros, mars 1981	63-008	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, mars 1981	63-011	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b>			
Exportations par marchandises, mars 1981	65-004	\$5/\$50	\$6/\$60
<b>CONSTRUCTION</b>			
Logements mis en chantier et parachevés, mars 1981	64-002	\$3/\$30	\$3.60/\$36
<b>BULLETIN DE SERVICE</b>			
Statistique de construction, vol. 4, n° 4, Durée de construction des appartements selon la grandeur de l'édifice, 1980	64-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
<b>ÉDUCATION, SCIENCES ET CULTURE</b>			
Statistiques financières de l'éducation, 1977-78	81-208	\$7	\$8.40
<b>FINANCES DES ENTREPRISES</b>			
Statistique financière des sociétés — données provisoires de 1979 pour les sociétés jumelées	61-207p	gratuit	
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>			
Les finances publiques fédérales, 1979	68-211	\$6	\$7.20
Les finances publiques provinciales, recettes et dépenses, 1978	68-207	\$8	\$9.60
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET PRIMAIRES</b>			
Boîtes et emballages en carton ondulé, avril 1981	36-004	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Certains appareils électriques ménagers, avril 1981	43-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Fabricants de pièces et accessoires d'automobiles, 1979	42-210	\$4.50	\$5.40
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, avril 1981	44-004	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Lampes électriques (sources de lumière), avril 1981	43-009	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Machines à laver et sècheuses à linge, avril 1981	43-002	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Panneaux isolants rigides, avril 1981	36-002	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Papier-toiture asphalté, avril 1981	45-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Produits de gypse, avril 1981	44-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Production, livraisons et stocks en mains des scieries en Colombie-Britannique, mars 1981	35-003	\$2.50/\$25	\$3/\$30
Réfrigérateurs et congélateurs ménagers, avril 1981	43-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières, mars 1981	31-001	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
<b>BULLETIN DE SERVICE</b>			
Conservation de fruits et de légumes, vol. 9, n° 15, Conserves de carottes conditionnées, 1980	32-023	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
<b>PRIX</b>			
Indices des prix de l'industrie, mars 1981	62-011	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
Prix à la consommation et indices des prix, janvier-mars 1981	62-010	\$6/\$24	\$7.20/\$28.80
<b>SANTÉ</b>			
Statistique de l'état civil, janvier-mars 1981	84-001	\$2.50/\$10	\$3/\$12
<b>STATISTIQUE AGRICOLE</b>			
Recettes monétaires agricoles, janvier-mars 1981	21-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Stocks de fruits et de légumes, 1er mai 1981	32-010	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Stocks de vianges congelées, mai 1981	32-012	\$2.50/\$25	\$3/\$30
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>			
<b>BULLETIN DE SERVICE</b>			
Transport par rail, vol. 11, n° 4, Chargements ferroviaires, janvier 1981	52-004	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
<b>TRAVAIL</b>			
Statistiques provisoires sur l'assurance-chômage, février 1981	73-001p	gratuit	